

Art. 3. Nos Ministres de l'Education nationale et Notre Ministre de l'Emploi et du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 13 septembre 1985.

BAUDOUIJN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

Le Ministre de l'Education nationale,
A. BERTOUILLE

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE, MINISTERE DE LA JUSTICE ET MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 85 — 1948

2 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal
relatif à l'inspection générale de la gendarmerie

BAUDOUIJN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66 de la Constitution;

Vu la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 29 novembre 1977 relatif aux grades et à l'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 27 février 1979 et 18 mai 1981;

Vu l'arrêté royal du 21 septembre 1978 répartissant l'effectif du corps opérationnel de la gendarmerie entre les divers grades ou groupes de grades du personnel de ce corps;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'inspection générale de la gendarmerie est un service du Ministère de la Défense nationale. Elle est dirigée par un lieutenant général de gendarmerie, qui porte le titre d'inspecteur général de la gendarmerie.

Il est désigné par le Roi sur proposition du Ministre de la Défense nationale qui recueille préalablement l'avis du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Il est placé sous l'autorité hiérarchique directe du Ministre de la Défense nationale.

Sans préjudice des dispositions légales et réglementaires relatives au retrait d'emploi qui sont applicables au personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, l'inspecteur général exerce ces fonctions jusqu'à sa mise à la retraite.

Art. 2. L'inspecteur général de la gendarmerie est assisté de deux colonels de gendarmerie en surnombre, qui portent le titre d'inspecteur général adjoint. Ceux-ci sont désignés par le Ministre de la Défense nationale, le premier d'un commun accord avec le Ministre de la Justice, le second d'un commun accord avec le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Le cadre organique de l'inspection générale de la gendarmerie comprend, outre l'inspecteur général et les deux inspecteurs généraux adjoints, un personnel administratif composé d'officiers et de personnel subalterne de la gendarmerie.

Art. 3. Onze Ministers van Onderwijs en Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 13 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Onderwijs,
D. COENS

De Minister van Onderwijs,
A. BERTOUILLE

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING, MINISTERIE VAN JUSTITIE EN MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

N. 85 — 1948

2 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit
betreffende de algemene inspectie van de rijkswacht

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de artikelen 29 en 66 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 november 1977 betreffende de graden en de bevordering van de officieren van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 februari 1979 en 18 mei 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 september 1978 tot verdeling van de getalsterkte van het operationeel korps van de rijkswacht over de verschillende graden en gradengroepen van dit korps;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging, van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De algemene inspectie van de rijkswacht is een dienst van het Ministerie van Landsverdediging. Zij staat onder de leiding van een luitenant-generaal bij de rijkswacht die de titel draagt van inspecteur-generaal van de rijkswacht.

Hij wordt aangewezen door de Koning, op voordracht van de Minister van Landsverdediging, die vooraf het advies inwint van de Minister van Justitie en van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

Hij staat onder het rechtstreeks hiërarchisch gezag van de Minister van Landsverdediging.

Onverminderd de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de ambtsontheffing, van toepassing op het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, oefent de inspecteur-generaal zijn functie uit tot zijn opruststelling.

Art. 2. De inspecteur-generaal van de rijkswacht wordt bijgestaan door twee kolonels bij de rijkswacht in overtal die de titels dragen van adjunct-inspecteur-generaal. Deze worden aangewezen door de Minister van Landsverdediging, de ene in onderlinge overeenstemming met de Minister van Justitie, de andere in onderlinge overeenstemming met de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

Het organiek kader van de algemene inspectie van de rijkswacht omvat, behalve de inspecteur-generaal en de twee adjunct-inspecteurs-generaal, een administratief personeel samengesteld uit officieren en lager personeel bij de rijkswacht.

Art. 3. Pour l'exécution des attributions fixées au présent arrêté, l'inspecteur général de la gendarmerie relève fonctionnellement des Ministres de la Défense nationale, de la Justice et de l'Intérieur et de la Fonction publique selon la répartition des compétences déterminées par l'article 2 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, en ce compris tout ce qui concourt à l'exécution de ces missions par la gendarmerie.

L'un des inspecteurs généraux adjoints de la gendarmerie relève fonctionnellement du Ministre de la Justice, l'autre du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, selon la répartition des compétences déterminées par l'article 2 de la loi du 2 décembre 1957 sur la gendarmerie, en ce compris tout ce qui concourt à l'exécution de ces missions par la gendarmerie.

Art. 4. Pour l'exécution des attributions fixées au présent arrêté, l'inspecteur général et les inspecteurs généraux adjoints de la gendarmerie possèdent un droit d'inspection général et permanent au sein de la gendarmerie.

Ils exercent en outre, de leur propre initiative, une mission d'information et de contrôle au profit :

1^o du Ministre de la Défense nationale et du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique dans le cadre de leurs attributions respectives;

2^o du Ministre de la Justice en ce qui concerne la police des étrangers et la sûreté de l'Etat, ainsi qu'en ce qui concerne les implications structurelles et budgétaires du service judiciaire de la gendarmerie.

Ils soumettent au Ministre compétent les constatations qu'ils ont faites, y joignent leurs observations et leurs suggestions et en informent le commandant de la gendarmerie.

Art. 5. L'inspecteur général et les inspecteurs généraux adjoints de la gendarmerie répondent à toute demande d'étude, d'enquête ou d'avis émanant du Ministre de la Défense nationale, du Ministre de la Justice et du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, dans le cadre de leurs attributions respectives.

Ils soumettent leurs rapports au Ministre compétent et en informent le commandant de la gendarmerie.

Art. 6. Le commandant de la gendarmerie informe l'inspection générale :

1^o de tout projet de disposition légale ou réglementaire relatif au statut administratif, disciplinaire, pécuniaire et syndical du personnel des cadres actifs de la gendarmerie qu'il soumet au Ministre de la Défense nationale ou dont il est saisi pour avis;

2^o de la politique générale qu'il suit en vue de préparer la gendarmerie aux diverses missions qui lui sont confiées.

Art. 7. L'article 8, § 2 de l'arrêté royal du 29 novembre 1977 relatif aux grades et à l'avancement des officiers du corps opérationnel de la gendarmerie, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les avis sont émis par le supérieur hiérarchique qui exerce les attributions de chef de corps, par les supérieurs fonctionnels de ces officiers et par l'inspecteur général de la gendarmerie. »

Art. 8. Dans l'article 18 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 février 1979, il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. L'inspecteur général de la gendarmerie est chargé de présenter aux comités d'avancement les candidatures à l'avancement à un grade d'officier supérieur ou général.

Le Ministre de la Défense nationale détermine l'autorité de gendarmerie qui assume cette fonction dans le cas où l'inspecteur général ne peut siéger. »

Art. 9. L'article 2 de l'arrêté royal du 21 septembre 1978 répartissant l'effectif du corps opérationnel de la gendarmerie entre les divers grades ou groupes de grades du personnel de ce corps est complété par la disposition suivante :

« 5^o les colonels détachés à l'inspection générale de la gendarmerie. »

Art. 10. L'arrêté royal du 20 juin 1962 relatif à l'inspection générale de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 13 octobre 1964, 16 novembre 1971, 26 novembre 1973 et 27 février 1979, est abrogé.

Art. 3. Voor de uitoefening van de in dit besluit bepaalde bevoegdheden, staat de inspecteur-generaal van de rijkswacht onder het functioneel gezag van de Ministers van Landsverdediging, van Justitie en van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt volgens de bevoegdheidsregeling zoals die bepaald is in artikel 2 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, met inbegrip van alles wat bijdraagt tot de uitoefening van deze opdrachten door de rijkswacht.

En adjunct-inspecteur-generaal van de rijkswacht staat onder het functioneel gezag van de Minister van Justitie, de andere onder het functioneel gezag van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, volgens de bevoegdheidsregeling zoals die bepaald is in artikel 2 van de wet van 2 december 1957 op de rijkswacht, met inbegrip van alles wat bijdraagt tot de uitvoering van deze opdrachten door de rijkswacht.

Art. 4. Voor de uitoefening van de in dit besluit bepaalde bevoegdheden, beschikken de inspecteur-generaal en adjunct-inspecteurs-generaal van de rijkswacht over een algemeen en permanent inspectierecht in de schoot van de rijkswacht.

Bovendien oefenen ze op eigen initiatief informatie- en controleopdrachten uit ten voordele van :

1^o de Minister van Landsverdediging en de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt binnen hun respectieve bevoegdheden;

2^o de Minister van Justitie, wat de vreemdelingenpolitie en de veiligheid van de Staat betreft, alsook wat de structurele en budgettaire implicaties betreft van de gerechtelijke dienst van de rijkswacht.

Zij leggen aan de bevoegde Ministers de door hen gedane vaststellingen voor, voegen er hun bedenkingen en voorstellen aan toe en brengen de commandant van de rijkswacht ervan op de hoogte.

Art. 5. De inspecteur-generaal en de adjunct-inspecteurs-generaal van de rijkswacht beantwoorden elke studie, onderzoek- of adviesaanvraag uitgaande van de Minister van Landsverdediging, de Minister van Justitie en de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt binnen hun respectieve bevoegdheden.

Zij leggen aan de bevoegde Minister hun verslagen voor en brengen de commandant van de rijkswacht ervan op de hoogte.

Art. 6. De commandant van de rijkswacht licht de algemene inspectie in over :

1^o elk ontwerp van wets- of verordeningbepaling betreffende het administratief, tuchtrechtelijk, geldelijk en syndicaal statuut van het personeel van de actieve kaders van de rijkswacht dat hij voorlegt aan de Minister van Landsverdediging of waarvoor hij voor advies wordt gevat;

2^o de algemene politiek die hij volgt met het doel de rijkswacht voor te bereiden op de verschillende opdrachten die haar worden toevertrouwd.

Art. 7. Artikel 8, § 2, van het koninklijk besluit van 29 november 1977 betreffende de graden en de bevordering van de officieren van het operationeel korps van de rijkswacht, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. De adviezen worden uitgebracht door de hiërarchische meerdere die de bevoegdheden van korpscommandant uitoefent, door de functionele meerderen van die officier en door de inspecteur-generaal van de rijkswacht. »

Art. 8. In artikel 18 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 februari 1979, wordt een § 3 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De inspecteur-generaal van de rijkswacht is belast met de voordracht aan de bevorderingscomités van de kandidaturen voor bevordering in een graad van hoofd- of opperofficier.

De Minister van Landsverdediging duidt de rijkswachtoverheid aan die deze functie zal verzekeren in geval de inspecteur-generaal niet kan zetelen. »

Art. 9. Het artikel 2 van het koninklijk besluit van 21 september 1978 tot verdeling van de getalsterkte van het operationeel korps van de rijkswacht over de verschillende graden en gradengroepen van het personeel van dit korps wordt aangevuld met volgende bepaling :

« 5^o de kolonels gedetacheerd bij de algemene inspectie van de rijkswacht. »

Art. 10. Het koninklijk besluit van 20 juni 1962 betreffende de algemene inspectie der rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 oktober 1964, 16 november 1971, 26 november 1973 en 27 februari 1979, wordt opgeheven.

Art. 11. Notre Ministre de la Défense nationale, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 septembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
F. VREVEN

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Personnel. — Promotions

Par arrêté royal du 2 septembre 1985, M. De Vis, Kamiel, conseiller, est promu au grade de premier conseiller au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique — Services centraux — Cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er juillet 1985.

Par arrêté royal du 2 septembre 1985, Mlle Breyne, Christine, conseiller, est promu au grade de premier conseiller au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique — Services centraux — Cadre linguistique français, à partir du 1er octobre 1985.

Par arrêté royal du 2 septembre 1985, M. De Cuyper, Louis, traducteur-directeur, est promu au grade de premier conseiller au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique — Services centraux — Cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er juillet 1985.

Par arrêté royal du 2 septembre 1985, M. Tournay, Francis, conseiller-statisticien, est promu au grade de premier conseiller au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique — Services centraux — Cadre linguistique français, à partir du 1er août 1985.

Par arrêté royal du 2 septembre 1985, M. Renders, Lucien, conseiller adjoint, est promu au grade de conseiller au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique — Services régionaux — à partir du 1er juillet 1985.

Par arrêté royal du 2 septembre 1985, M. Meert, Petrus, secrétaire d'administration, est promu au grade de conseiller adjoint au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique — Services centraux — Cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er juillet 1985.

Par arrêté royal du 2 septembre 1985, Mme Van Gilbergen, Rita, secrétaire d'administration, est promu au grade de conseiller adjoint au Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique — Services centraux — Cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er juillet 1985.

Art. 11. Onze Minister van Landsverdediging, Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
F. VREVEN

De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

Personeel. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 2 september 1985 is de heer De Vis, Kamiel, adviseur, met ingang van 1 juli 1985 bevorderd tot de graad van eerste adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt — Centrale Diensten — Nederlands taalkader.

Bij koninklijk besluit van 2 september 1985 is Mej. Breyne, Christine, adviseur, met ingang van 1 oktober 1985 bevorderd tot de graad van eerste adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt — Centrale Diensten — Frans taalkader.

Bij koninklijk besluit van 2 september 1985 is de heer De Cuyper, Louis, vertaler-directeur, met ingang van 1 juli 1985 bevorderd tot de graad van eerste adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt — Centrale Diensten — Nederlands taalkader.

Bij koninklijk besluit van 2 september 1985 is de heer Tournay, Francis, adviseur-statisticus, met ingang van 1 augustus 1985 bevorderd tot de graad van eerste adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt — Centrale Diensten — Frans taalkader.

Bij koninklijk besluit van 2 september 1985 is de heer Renders, Lucien, adjunct-adviseur, met ingang van 1 juli 1985 bevorderd tot de graad van adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt — Gewestelijke Diensten.

Bij koninklijk besluit van 2 september 1985 is de heer Meert, Petrus, Bestuurssecretaris, met ingang van 1 juli 1985 bevorderd tot de graad van adjunct-adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt — Centrale Diensten — Nederlands taalkader.

Bij koninklijk besluit van 2 september 1985 is Mevr. Van Gilbergen, Rita, bestuurssecretaris, met ingang van 1 juli 1985 bevorderd tot de graad van adjunct-adviseur bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt — Centrale Diensten — Nederlands taalkader.